

ID-1

COUR D'APPEL FÉDÉRALE FEDERAL COURT OF APPEAL	
MAR 30 2023	FILED
MIKERLINE POLYNICE	
MONTREAL, QC	<u>1</u>

FCA

NO DOSSIER

A-93-23

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

Scare

ENTRE :

1048547 ONTARIO INC., Dossier 2019-2458(IT)G, 185 County Road 10, Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0

et

KOSTANTINOS SKOTIDAKIS, Dossier 2019-2460(IT)I, 245 County Road 10, Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0

et

JOHN SKOTIDAKIS, Dossier 2019-2463(IT)G, 305 County Road 10, Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0

et

ANTIGONI SKOTIDAKIS, Dossier 2019-2464(IT)G, 290 County Road 10, Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0

et

KOSTANTINA SKOTIDAKIS, Dossier 2019-2467(IT)I, 390 County Road 10, Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0

APPELANTS

ET :

SA MAJESTÉ LE ROI, Parlement d'Ottawa, 111 Wellington Street, Ottawa, Ontario, K1A 0A9

INTIMÉE

AVIS D'APPEL

(en vertu des paragraphes 27(1.1) et 27(1.2) de la
Loi sur les Cours fédérales)

À L'INTIMÉE :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par les appelants. La réparation demandée par ceux-ci est exposée ci-dessous.

LE PRÉSENT APPEL sera entendu par la Cour d'appel fédérale aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par les appelants. Ceux-ci demandent que l'appel soit entendu à Montréal.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341A des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat des appelants ou, si ces derniers n'ont pas retenu les services d'un avocat, aux appelants eux-mêmes, DANS LES DIX (10) JOURS suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

SI VOUS VOULEZ OBTENIR LA RÉFORMATION, en votre faveur, du jugement faisant l'objet de l'appel, vous devez signifier et déposer un avis d'appel incident, selon la formule 341B des Règles des Cours fédérales, au lieu de signifier et de déposer un avis de comparution.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 513-996-6795), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE
RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE
AVIS.

Montréal, ce 30 mars 2023

Délivré par :
Adresse du bureau local :

MIKERLINE POLYNICE
AGENT DU GREFFE
REGISTRY OFFICER

DESTINATAIRES :

SA MAJESTÉ LE ROI
Parlement d'Ottawa
111 Wellington Street
Ottawa (Ontario) K1A 0A9

MIKERLINE POLYNICE
AGENT DU GREFFE
REGISTRY OFFICER

SOUS-PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

30 McGill St.
Montreal, Quebec H2Y 3Z7
Tel.: (514) 283-4820
Telecopier: (514) 283-6004

GREFFE DE LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT
(BUREAU DE MONTRÉAL)

GREFFE DES COURS FÉDÉRALES
(BUREAU DE MONTRÉAL)

APPEL

LES APPELANTS INTERJETTENT APPEL à la Cour d'appel fédérale à l'égard du jugement rendu par la Cour canadienne de l'impôt le 28 février 2023, par lequel l'Honorable Dominique Lafleur concluait que :

- 1) Que le témoignage de l'appelant John Skotidakis était vague, imprécis et non supporté par aucune preuve, donc non crédible.
- 2) Que le témoignage de madame Myre était vague, imprécis et non supporté par aucune preuve, donc non crédible.
- 3) Que le témoignage de madame Chun-Xiang Bao, CPA, n'était pas pertinent.
- 4) Que le témoignage de madame Hua Lu, vérificatrice, était clair, précis, sans équivoque et largement soutenu par une preuve documentaire qui nous a été soumise l'avant-veille de l'audition.
- 5) Qu'à défaut de pouvoir cotiser Kostantinos et Kostantina Skotidakis sous 15(1) ITA elle avait le pouvoir de les cotiser sous 6(1)A ITA.
- 6) Qu'elle avait le droit de cotiser en vertu de 15(1) ITA John et Antigoni Skotidakis, même si les actions de Catégorie Ordinaire de 1048547 Ontario inc. étaient détenues par un holding et que ces derniers ne détenaient que des actions privilégiées.

Le 22 novembre 2022, l'Honorable juge Dominique Lafleur a réuni les dossiers suivants pour audition et preuve commune :

1048547 Ontario inc.	Dossier	2019-2458(IT)G
Kostantinos Skotidakis	Dossier	2019-2460(IT)I
John Skotidakis	Dossier	2019-2463(IT)G
Antigoni Skotidakis	Dossier	2019-2464(IT)G
Kostantina Skotidakis	Dossier	2019-2467(IT)I

Les dossiers 2019-2460(IT)I et 2019-2467(IT)I ont conséquemment été traités suivant la procédure générale.

Le jugement dans la présente instance a été rendu le 28 février 2023, tel qu'il appert de la décision rendue par l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, produite sous A-1.

Le jugement a été transmis le 3 mars 2023 à Ralph Nahas, représentant des parties, messieurs Kostantinos et Kostantina Skotidakis, tel qu'il appert de la correspondance adressée par le Greffier de la Cour canadienne de l'impôt, produite sous A-2.

L'Honorable juge Dominique Lafleur n'a rendu qu'une seule décision pour les cinq dossiers. Ladite décision étant déjà produite au soutien des présentes sous A-1.

Après vérification avec le Greffe de la Cour d'appel fédérale, l'appel étant basée sur une décision qui est la même pour les cinq (5) dossiers, on a qu'à produire un seul avis d'appel pour lesdits cinq dossiers.

LES FAITS

1. Les faits suivants sur lesquels John Skotidakis a témoigné pour justifier pourquoi, où, quand et comment les dépenses réclamées et refusées ont été faites pour gagner un revenu d'entreprise et que, conséquemment, elles sont déductibles et doivent être accordées.
2. L'APPELANTE 1048547 Ontario inc., opère une entreprise de fabrication de yogourt grec sous la dénomination sociale « Skotidakis Goat Farm », ci-après désignée la « SOCIÉTÉ », au 185 Regional Road 10 à Saint-Eugène, Ontario, K0B 1P0.
3. À l'époque des années vérifiées, 2014 et 2015, la SOCIÉTÉ avait un chiffre d'affaires de plus ou moins 130 000 000 \$ et comptait plus ou moins 90 employés, alors qu'aujourd'hui elle en a plus ou moins entre 200 et 300 employés.
4. La SOCIÉTÉ fabrique diverses catégories de yogourts grecs.
5. La SOCIÉTÉ distribue ses produits pour la vente au détail à travers le Canada et les États-Unis.
6. La SOCIÉTÉ utilise des fromages pour la fabrication de ses yogourts principalement de l'Italie et de la Grèce.
7. La SOCIÉTÉ renouvelle ses équipements et doit les remplacer lorsqu'elle trouve des équipements plus performants, plus spécialisés.

8. La SOCIÉTÉ achète principalement ses équipements de France ou d'Allemagne et l'utilisation de ses équipements nécessite la formation de ses employés, d'abord à l'usine où est fabriqué l'équipement et, ensuite, à l'usine de la SOCIÉTÉ.
9. Des représentants de la SOCIÉTÉ doivent effectuer plusieurs déplacements et rencontrer plusieurs personnes à travers le Canada et les États-Unis pour se trouver de nouveaux marchés.
10. Des représentants de la SOCIÉTÉ doivent effectuer plusieurs déplacements et rencontrer plusieurs personnes à travers l'Europe, principalement en France et en Allemagne pour trouver de nouveaux équipements plus spécialisés.
11. Des représentants de la SOCIÉTÉ doivent effectuer plusieurs déplacements et rencontrer plusieurs personnes à travers l'Europe pour l'achat de nouveaux fromages pour la fabrication de yogourts et principalement en Grèce et en Italie.
12. Des représentants de la SOCIÉTÉ doivent effectuer plusieurs déplacements en Europe et rencontrer plusieurs personnes pour la formation de ses employés.
13. Des représentants de la SOCIÉTÉ doivent effectuer plusieurs déplacements et rencontrer plusieurs personnes à travers l'Europe et l'Amérique du Nord pour trouver d'autres matières premières.
14. La SOCIÉTÉ s'est vu refuser la dépense de deux chèques faits à l'ordre du Receveur général du Canada, soit un de 42 541 \$ et un de 99 111 \$ pour l'année 2015. La SOCIÉTÉ a reconnu que lesdites sommes ne sont pas déductibles.
15. La SOCIÉTÉ s'est vu refuser pour l'année 2014 la somme de 507 245 \$ pour des frais de déplacement ainsi que 472 362 \$ de frais de contingence.
16. Le procureur soussigné a constaté qu'il y a eu une erreur qui s'est produite lors du dépôt des avis d'appel puisqu'on aurait oublié d'inclure l'année 2014 dans l'avis d'appel de la SOCIÉTÉ, comme cela a été fait pour les quatre autres contribuables concernés.

17. Le procureur des APPELANTS a demandé, lors de sa plaidoirie, un amendement pour inclure l'année 2014 pour la SOCIÉTÉ. Cet amendement lui a été refusé.

LES COTISATIONS VISÉES PAR L'AVIS D'APPEL

18. Le 7 juin 2017, la vérificatrice madame Hua Lu, cpa, a transmis un projet de cotisation uniquement pour la société APPELANTE 1048547 Ontario inc. à madame Josée Myre, agissant à titre de représentante de 1048547 Ontario inc. Ledit projet étant produit sous A-3.
19. Le projet mentionné précédemment est le seul projet que la vérificatrice a présenté.
20. La vérificatrice n'a jamais rencontré ou écrit aux 4 autres APPELANTS : Kostantinos Skotidakis, John Skotidakis, Antigoni Skotidakis, Kostantina Skotidakis, pour leur demander en quoi les dépenses réclamées pour la société ont été faites pour gagner un revenu d'entreprise.
21. La vérificatrice n'a jamais rencontré ou écrit aux 4 autres APPELANTS : Kostantinos Skotidakis, John Skotidakis, Antigoni Skotidakis, Kostantina Skotidakis, pour présenter leur projet de cotisation. Elle n'a pas plus envoyé ledit projet aux 4 autres APPELANTS : Kostantinos Skotidakis, John Skotidakis, Antigoni Skotidakis, Kostantina Skotidakis
22. Les APPELANTS ont reçu ce que l'INTIMÉE appelle « projet de cotisation » seulement le 21 novembre 2022, suite à la réception desdits documents par le procureur soussigné dans un cartable de 528 pages.
23. L'APPELANTE, 1048547 Ontario inc., a été cotisée le 27 décembre 2017, pour l'année fiscale 2015 par l'INTIMÉE pour la somme de 496 297 \$, soit 141 653 \$ pour des frais de licences refusés et 354 644 \$ pour frais de déplacements refusés pour 2015, le tout tel qu'il appert desdits avis de cotisation et de la réponse de l'INTIMÉE à l'avis d'appel à la Cour canadienne de l'impôt produits en liasse sous A-4.
24. L'APPELANT, Kostantinos Skotidakis, a été cotisé le 15 août 2017, pour les années fiscales 2014 et 2015 par l'INTIMÉE pour les sommes de 29 049 \$ pour 2014 et de 18 549 \$ pour 2015 au titre d'avantages à l'actionnaire, le tout tel qu'il appert de ce que l'INTIMÉE qualifie de projet de cotisation, desdits avis de cotisation et de la réponse de l'INTIMÉE à l'avis d'appel à la Cour canadienne de l'impôt des APPELANTS produits en liasse sous A-5.

25. L'APPELANT, John Skotidakis, a été cotisé le 9 mai 2018, pour les années fiscales 2014 et 2015 par l'INTIMÉE pour les sommes de 211 621 \$ pour 2014 et de 156 696 \$ pour 2015 au titre d'avantages à l'actionnaire, le tout tel qu'il appert de ce que l'INTIMÉE qualifie de projet de cotisation, desdits avis de cotisation et de la réponse de l'INTIMÉE à l'avis d'appel à la Cour canadienne de l'impôt des APPELANTS produits en liasse sous A-6.
26. L'APPELANT, Antigoni Skotidakis, a été cotisé le 15 août 2017, pour les années fiscales 2014 et 2015 par l'INTIMÉE pour les sommes de 237 647 \$ pour 2014 et de 181 737 \$ pour 2015 au titre d'avantages à l'actionnaire, le tout tel qu'il appert de ce que l'INTIMÉE qualifie de projet de cotisation, desdits avis de cotisation et de la réponse de l'INTIMÉE à l'avis d'appel à la Cour canadienne de l'impôt des APPELANTS produits en liasse sous A-7.
27. L'APPELANT, Kostantina Skotidakis, a été cotisé le 15 août 2017, pour les années fiscales 2014 et 2015 par l'INTIMÉE pour les sommes de 6 967 \$ pour 2014 et de 19 624 \$ pour 2015 au titre d'avantages à l'actionnaire, le tout tel qu'il appert de ce que l'INTIMÉE qualifie de projet de cotisation, desdits avis de cotisation et de la réponse de l'INTIMÉE à l'avis d'appel à la Cour canadienne de l'impôt produits en liasse sous A-8.
28. Nos demandes de remise des 16 et 18 novembre 2022, que nous avons formulées pour Me Robert Fragasso, procureur des APPELANTS, ont été refusées. En conséquence de quoi, nous avons pris la décision, le 19 novembre 2022, de remplacer Me Robert Fragasso pour ne pas laisser les contribuables sans avocat pour présenter une défense adéquate. Nous croyons que c'était comme une obligation de notre part d'agir ainsi en vertu du Code de déontologie des avocats et de normes déontologiques non écrites dans un texte de lois, mais élaborées par le Juge en chef de la Cour supérieure.
29. Le 22 novembre 2022, nous avons reformulé notre demande de remise sous forme de demande d'ajournement à l'Honorable juge Dominique Lafleur. Nous avons expliqué l'ampleur du dossier : 100 documents en demande, 44 documents en défense, sept (7) témoins en demande, soit madame Myre, Raph Nahas, Chun-Xiang Bao, John Skotidakis, Antigoni Skotidakis, Kostantinos Skotidakis et Kostantina Skotidakis, un témoin en défense, soit madame Hua Lu, CPA, et 23 documents répartis dans un cartable de 528 pages qui nous a été transmis l'avant-veille, soit le 20 novembre 2022, par le procureur de l'INTIMÉE, le tout démontrant qu'il était impossible de procéder à l'audition de ces 5 dossiers en une seule journée et que pour présenter une preuve adéquate pour les APPELANTS nous avons besoin d'environ trois (3) jours juste pour notre preuve.

30. Le droit des APPELANTS à une défense pleine et entière a aussi été brimé parce que l'INTIMÉE a signifié son cartable de documents à une semaine du procès, cartable ne contenant pas toute la preuve remise par les APPELANTS à l'INTIMÉE et, en conséquence aucune demande d'accès à l'information n'a pu être faite avant l'audition pour obtenir copie complète du dossier d'opposition et de vérification.
31. Nous avons appelé à la barre des témoins John Skotidakis et nous avons commencé à l'interroger sur chacune des dépenses refusées pour la SOCIÉTÉ et de justifier cette dépense d'entreprise a été encourue pour gagner un revenu, plus précisément quelle est cette dépense exactement et pourquoi a-t-elle été encourue.
32. L'Honorable juge Dominique Lafleur nous a arrêté et a demandé à monsieur John Skotidakis de témoigner sur chacune des pages produites en annexe de la réponse de l'INTIMÉE et que, pour chacune des pages, lui confirmer si c'était une dépense d'entreprise faite pour gagner un revenu d'entreprise.
33. Toujours avec le consentement de l'Honorable juge Dominique Lafleur, nous avons refait le même exercice pour John Skotidakis et aussi pour Antigoni Skotidakis, Kostantinos Skotidakis et Kostantina Skotidakis, ayant déjà en plus témoigné pour la SOCIÉTÉ sur ces mêmes dépenses, sans aucune objection de l'INTIMÉE.
34. L'APPELANT, John Skotidakis, n'a fait que répéter ce qu'il a dit pour la SOCIÉTÉ, pour lui-même et pour les trois autres APPELANTS.
35. Lorsqu'il a témoigné pour lui-même, monsieur John Skotidakis, a témoigné sur chacune des pages de dépenses refusées par l'INTIMÉE, dans les cinq (5) dossiers à l'effet que c'était des dépenses faites pour gagner un revenu et par son témoignage général il est venu corroborer et justifier pourquoi toutes ces dépenses devaient être accordées.
36. Suivant les présumés projets de cotisation pour les APPELANTS, John, Antigoni, Kostantinos et Kostantina Skotidakis, ce sont exactement les mêmes dépenses qui ont été refusées pour la SOCIÉTÉ qu'on a attribué parmi les quatre (4) autres APPELANTS.

37. Si l'APPELANT John Skotidakis s'est limité à dire que c'était une dépense pour gagner un revenu d'entreprise sans fournir aucune preuve documentaire et sans justifier pourquoi chaque dépense a été encourue pour gagner un revenu d'entreprise c'est parce que c'est ce que la Cour lui a demandé parce qu'il était prêt à justifier, de façon verbale, les où, quoi, comment et pourquoi de chaque dépense. Il a décrit ce que la société faisait et ce qu'elle devait faire pour progresser, justifiant le pourquoi que toutes les dépenses réclamées devaient être accordées, tel que plus succinctement décrit aux paragraphes 1 à 18 des présentes.
38. L'Honorable juge Dominique Lafleur n'a pas demandé plus à John Skotidakis de justifier chacune des dépenses par son témoignage, étant déjà satisfaite du témoignage général que John Skotidakis a fait pour la SOCIÉTÉ et ses quatre autres APPELANTS.
39. Le procureur soussigné était prêt à interroger monsieur John Skotidakis et ce dernier étant en mesure de justifier une par une pourquoi chacune des dépenses réclamées n'auraient pas dû être refusées.

LES MOTIFS D'APPEL

40. La Cour canadienne de l'impôt a outrepassé sa compétence ou elle a refusé de l'exercer correctement.
41. La Cour canadienne de l'impôt n'a pas observé les principes de justice naturelle ou d'équité procédurale qu'elle était légalement tenue de respecter.
42. La Cour canadienne de l'impôt a rendu une décision entachée d'une erreur de droit.
43. La Cour canadienne de l'impôt a rendu une décision sur une conclusion de fait erronée tirée de façon arbitraire sans tenir compte des éléments dont elle dispose.

QUESTIONS EN LITIGE

44. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, a demandé à monsieur John Skotidakis d'arrêter de témoigner dépenses par dépenses pour justifier les où, quand, comment et pourquoi la dépense devrait être accordée; lesdites dépenses étant plus amplement détaillées aux annexes produites au soutien des cinq (5) réponses de l'INTIMÉE pour qu'il témoigne et confirme simplement que c'est une dépense d'entreprise, une dépense faite pour gagner un revenu d'entreprise?
45. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, a demandé à monsieur John Skotidakis de témoigner page par page de chacune des annexes mentionnées précédemment, produites au soutien des cinq (5) réponses de l'INTIMÉE, pour lui confirmer que c'est une dépense d'entreprise, une dépense faite pour gagner un revenu d'entreprise?
46. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, a permis que monsieur John Skotidakis témoigne pour messieurs Antigoni, Kostantinos et Kostantina Skotidakis pour éviter les trois (3) témoignages pour simplement confirmer que chaque page des annexes produites au soutien de la réponse de l'INTIMÉE pour chacun des APPELANTS constitue des dépenses d'entreprise, dépenses faites pour gagner un revenu d'entreprise?
47. Est-ce que le seul témoignage de John Skotidakis, pour justifier pourquoi la dépense doit être accordé, peut valoir à titre de preuve documentaire, surtout dans un contexte où une telle demande de documents n'a jamais été faite aux APPELANTS John Skotidakis, Antigoni Skotidakis, Kostantinos Skotidakis et Kostantina Skotidakis et que l'INTIMÉE signifie un cahier incomplet de 528 pages de documents.
48. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, si elle n'était pas satisfaite des réponses aux questions qu'elle a demandées à John Skotidakis, avait-elle le devoir de questionner monsieur John Skotidakis pour une multitude d'échantillonnages pourquoi cette dépense devrait être déductible? Pourquoi cette dépense a été encourue, soit le OÙ, QUAND, COMMENT, POURQUOI pour chacune des dépenses?

49. Est-ce que le procureur de l'INTIMÉE avait l'obligation de contre-interroger monsieur John Skotidakis par une méthode d'échantillons pour démontrer qu'il ne s'agissait pas de dépenses d'entreprise s'il voulait détruire cette preuve des APPELANTS? OUI
50. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, avait le droit de s'en remettre entièrement au jugement de la vérificatrice et de prétendre que le jugement de vérificatrice est fiable pour dire si une dépense est déductible, alors que c'est précisément le mandat d'un juge d'examiner chacune des dépenses et de statuer si elle a été encourue pour gagner un revenu d'entreprise et qui, conséquemment, est déductible ou pas?
51. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, juge de la Cour canadienne de l'impôt, était en droit de déclarer non déductibles les dépenses réclamées et refusées pour gagner un revenu d'entreprise de l'APPELANTE 1048547 Ontario inc., alors que l'INTIMÉE n'a jamais expliqué, dépense par dépense, pourquoi elle a refusé lesdites dépenses et pourquoi elle a accordé une autre partie des dépenses qui sont de même nature et identiques?
52. N'était-il pas du devoir de l'Honorable juge Dominique Lafleur de statuer par elle-même par une méthode d'échantillonnage pour vérifier si les réponses de monsieur John Skotidakis sont vraies et, si oui, d'extrapoler le résultat?
53. Est-ce que l'INTIMÉE avait le droit, lors de sa plaidoirie, de modifier les cotisations faisant l'objet du présent litige, en cours d'instance pour remplacer l'avantage à un actionnaire par un avantage à un employé?
54. Est-ce que lorsqu'une vérificatrice vient témoigner à la Cour en se présentant comme CPA, voulant ainsi donner plus de crédibilité à son témoignage, doit-elle alors observer dans la préparation et présentation de son rapport et témoignage, les normes et les règles de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés? Est-ce que la Cour a le pouvoir de la dispenser de ses obligations de CPA dans le cadre de son témoignage et dans la préparation de son rapport?

55. Est-ce que le témoignage de Raph Nahas, représentant fiscal des APPELANTS, qui, dans le cadre d'une opposition, a demandé au département des oppositions à maintes reprises sur quelles bases et quels critères la vérificatrice a refusé des dépenses et pourquoi elle en a accordé d'autres de même nature? Il n'a jamais eu réponses à ces questions et son témoignage n'a pas été contredit. Est-ce que John Skotidakis avait le droit d'avoir les explications de l'Agence du revenu du Canada sur chacune des dépenses refusées?
56. Est-ce que l'INTIMÉE a fait défaut de faire une contre-preuve pour attaquer la crédibilité du témoignage de monsieur Raph Nahas en faisant témoigner son agent d'opposition?
57. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser John Skotidakis à titre d'avantages à l'actionnaire pour des dépenses encourues par des tiers?
58. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser John Skotidakis pour des avantages à l'actionnaire?
59. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser Antigoni Skotidakis pour des dépenses encourues par des tiers?
60. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser Antigoni Skotidakis pour des avantages à l'actionnaire?
61. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser Kostantinos Skotidadis pour des avantages à l'actionnaire?
62. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser Kostantina Skotidadis pour des avantages à l'actionnaire?
63. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de recotiser lors de la plaidoirie, les dépenses refusés à titre d'avantages à l'actionnaire, de la recotiser séance tenante, lors de sa plaidoirie, comme un avantage à un employé?
64. Est-ce que l'INTIMÉE était en droit de cotiser John Skotidakis et Antigoni Skotidakis comme actionnaires de 1048547 Ontario inc., alors qu'ils ne détiennent que des actions privilégiées?

65. Est-ce que l'Honorable juge Dominique Lafleur, dans l'appréciation de sa preuve, a tenu compte que madame Myre ne parle pas anglais et que madame Lu ne parle pas français et qu'il peut y avoir eu de multiples erreurs de communication qui ont entraîné de nombreux malentendus?
66. Est-ce que l'Honorable Juge Dominique Lafleur, dans l'appréciation des témoignages, lorsqu'elle compare la crédibilité des témoignages des APPELANTS à celui de l'INTIMÉE, savait que la vérificatrice est CPA, que ce n'est pas son premier dossier, qu'elle est habituée de venir à la Cour et qu'elle sait parfaitement quoi dire et quoi faire, alors que pour madame Myre et monsieur John Skotidakis c'est leur première fois à la Cour et qu'il est clairement établi que, dans ces circonstances, les témoins subissent une forme de traumatismes qui pourraient entacher leur témoignage; à défaut par la Cour de leur faciliter la tâche et les juges doivent faire preuve de prudence avant de déclarer un témoignage non crédible?
67. Est-ce qu'on a respecté les principes de justice naturelle, le droit des APPELANTS à une défense pleine et entière?

CONCLUSION :

ACCUEILLIR le présent avis d'appel.

REJETER les nouveaux avis de cotisation émis le 27 décembre 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANTE 1048547 Ontario inc. pour l'année 2014.

REJETER les nouveaux avis de cotisation émis le 27 décembre 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANTE 1048547 Ontario inc. pour l'année 2015.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 9 mai 2018 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT John Skotidakis pour l'année 2014.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 9 mai 2018 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT John Skotidakis pour l'année 2015.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Antigoni Skotidakis pour l'année 2014.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Antigoni Skotidakis pour l'année 2015.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Kostantinos Skotidakis pour l'année 2014.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Kostantinos Skotidakis pour l'année 2015.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Kostantina Skotidakis pour l'année 2014.

REJETER le nouvel avis de cotisation émis le 15 août 2017 par l'INTIMÉE pour l'APPELANT Kostantina Skotidakis pour l'année 2015.

LE TOUT AVEC DÉPENS contre l'INTIMÉE.

SAINT-PLACIDE, le 30 mars 2023



Me MICHEL JASMIN
Procureur des APPELANTS
285 Route 344
Saint-Placide (Qc) J0V 2B0
450-258-4827
514-992-1745
corporationnika@videotron.ca

No.

A-93-23

COUR d'APPEL FÉDÉRALE

ENTRE :

1048547 ONTARIO INC.
KOSTANTINOS SKOTIDAKIS
JOHN SKOTIDAKIS
ANTIGONI SKOTIDAKIS
KOSTANTINA SKOTIDAKIS

APPELANTS

et

SA MAJESTÉ LE ROI

INTIMÉE

AVIS D'APPEL
(en vertu des paragraphes
27(1.1) et 27(1.2) de la
Loi sur les Cours fédérales)

AJ-0080

Me Michel Jasmin
LL.L

285, Route 344
Sainte-Placide (Québec) J0V 2B0
(450) 258-4827 Bur.
(450) 258-1729 Fax.
(514) 992-1745 Cell.

corporationnika@videotron.ca